3 Produit intérieur brut par industrie



Onfokus / iStock

Québec

Moya Yaoura, Direction des statistiques économiques

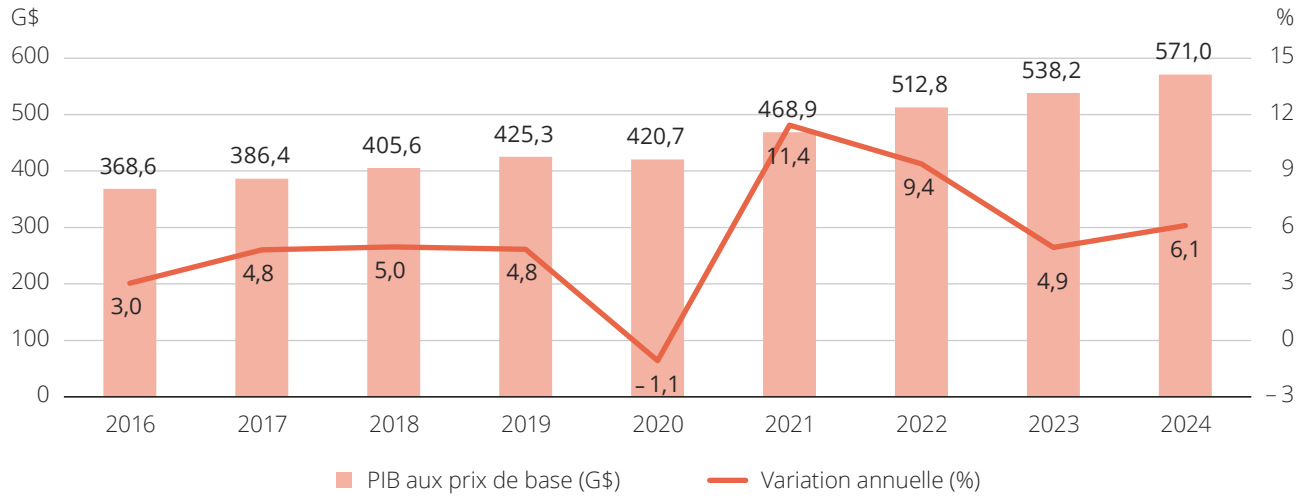
Le produit intérieur brut (PIB) constitue l'un des principaux indicateurs de la situation économique d'un pays ou d'une région. Il existe trois méthodes pour évaluer le PIB, soit par industrie, soit par revenus ou soit par dépenses[1]. L'analyse qui suit est basée sur le PIB annuel par industrie qui correspond à la valeur totale de tous les biens et services finaux produits sur un territoire, au cours d'une période donnée, peu importe le lieu de résidence de ceux et celles qui en perçoivent le revenu.

L'économie du Québec a enregistré une hausse de 6,1 % en 2024

Le PIB par industrie en dollars courants du Québec s'est établi à 571,0 milliards de dollars en 2024[2], une hausse de 6,1 %, après avoir progressé de 4,9 % en 2023. Ce taux de croissance demeure au-dessus de son niveau moyen observé au cours des neuf années avant la pandémie, lequel se situait généralement entre 2,4 % et 5,0 %. Tous les grands secteurs d'activité ont contribué à la croissance économique de la province, à l'exception de celui des services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement qui a enregistré un léger recul (– 0,3 %).

Figure 3.1

Produit intérieur brut aux prix de base et variation annuelle, ensemble du Québec[1], 2016 à 2024



1. Pour les années 2016 à 2022, les totaux proviennent de Statistique Canada, Division des comptes des industries, *Tableau 36-10-0487-01 – Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, par industries, provinces et territoires, novembre 2025.*

Sources : Institut de la statistique du Québec et Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

1. Le PIB par industrie est aux prix de base, c'est-à-dire qu'il n'inclut pas les taxes et subventions sur les produits, alors que le PIB par revenus ou celui par dépenses est aux prix du marché, c'est-à-dire qu'il comprend les taxes et les subventions sur les produits.
2. À titre comparatif, le PIB aux prix de base en dollars enchaînés de 2017 a crû de 1,7 % en 2024. Ce taux de croissance était de 0,7 % en 2023, alors que son équivalent en dollars courants atteignait 4,9 %.

Note méthodologique

La méthode de calcul du PIB régional en dollars courants incorpore des matrices de navettage résidence-travail par industrie (SCIAN) provenant de compilations spéciales de Statistique Canada. Ces compilations sont faites à partir des données du Recensement de la population de 2016 et sont appliquées aux données couvrant les années 2016 à 2024.

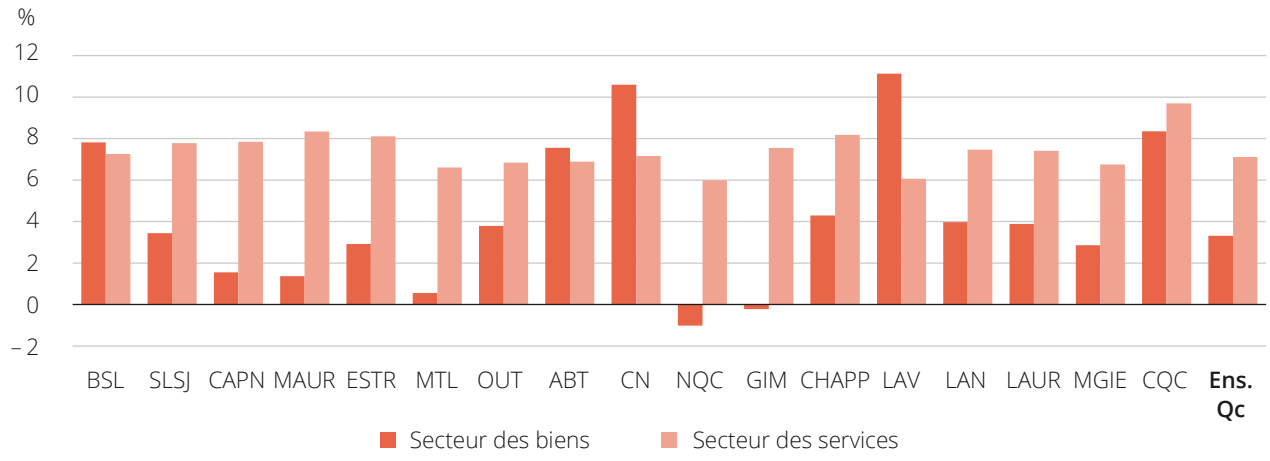
Dans l'édition 2026 du *Panorama des régions du Québec*, le découpage géographique touchant les régions administratives de l'Estrie et de la Montérégie entré en vigueur en 2021 n'est appliqué qu'à partir de l'année 2020, ce qui rend inappropriée toute comparaison chronologique avec des données antérieures à 2020.

Le PIB des industries productrices de services, qui représente 74,3 % de l'économie québécoise, a augmenté de 7,1 %, accroissement auquel ont participé tous les principaux secteurs de cette catégorie d'industries, en particulier ceux de la finance, des assurances et des services immobiliers (+ 9,6 %), des soins de santé et de l'assistance sociale (+ 10,3 %), des services d'enseignement (+ 10,8 %), des administrations publiques (+ 6,0 %) ainsi que des services professionnels, scientifiques et techniques (+ 5,8 %).

Quant aux industries productrices de biens, leur PIB a augmenté de 3,3 %, principalement en raison de la hausse observée dans le secteur de la construction (+ 6,1 %) et dans une moindre mesure, de la fabrication (+ 1,5 %).

Figure 3.2

Variation annuelle du PIB aux prix de base, en dollars courants, selon le secteur, régions administratives et ensemble du Québec, 2024



Sources : Institut de la statistique du Québec ; Statistique Canada ; Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ; Pêches et Océans Canada et Revenu Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Le PIB a augmenté dans toutes les régions, particulièrement sur la Côte-Nord et dans le Centre-du-Québec

En 2024, toutes les régions administratives ont affiché une hausse de leur PIB par rapport à 2023.

La région de la Côte-Nord et celle du Centre-du-Québec ont enregistré les plus fortes croissances économiques, avec des augmentations respectives de 9,3 % et 9,1 %.

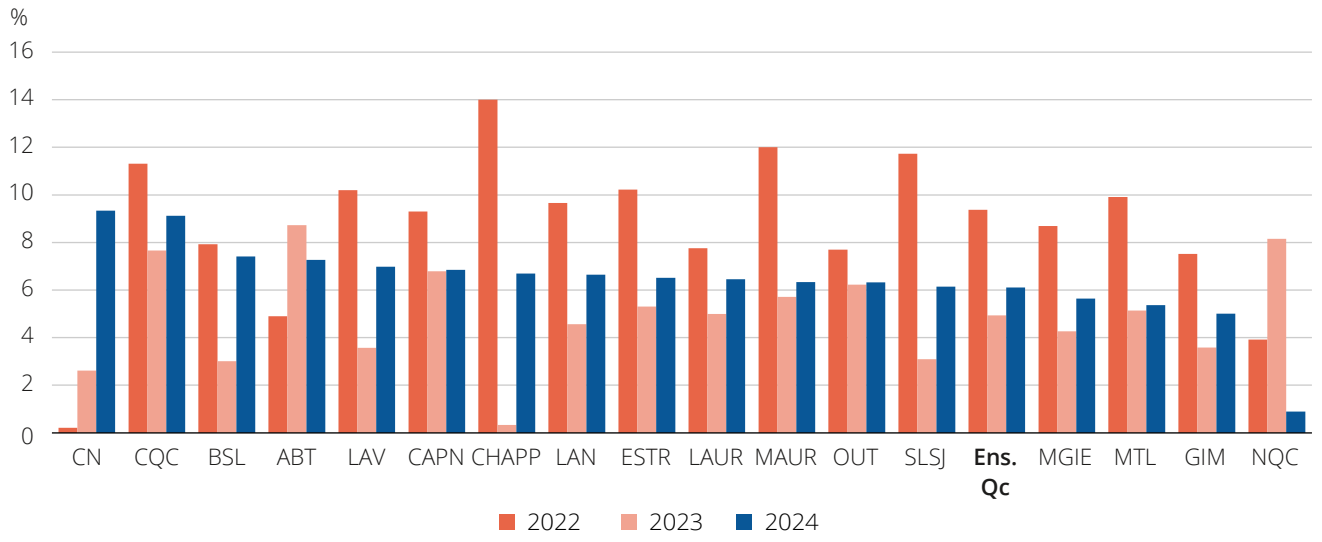
Le PIB de la Côte-Nord a atteint 10,6 G$. Cette progression est principalement liée à la performance des secteurs de la construction (+ 28,4 %) et de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière, et de l'extraction de pétrole et de gaz (+ 12,0 %). Ensemble, ces deux secteurs représentent près de 77,4 % de l'augmentation du PIB de la région.

Quant au PIB du Centre-du-Québec, il s'établit à 15,4 G$. Sa croissance repose essentiellement sur la vigueur du secteur de la construction (+ 26,6 %) et dans une moindre mesure, de celle de la finance, des assurances et des services immobiliers (+ 14,0 %). Ces deux secteurs contribuent à près de la moitié de la progression du PIB régional.

À l'inverse, la région administrative du Nord-du-Québec affiche le taux de croissance le plus faible en 2024, soit 0,9 %, et ce, après une hausse marquée de 8,2 % en 2023. Cette faible progression s'explique principalement par un recul de l'activité dans les secteurs de la construction (– 3,8 %), ainsi que de l'extraction minière et de l'exploitation en carrière (– 0,8 %). Toutefois, la progression du secteur des soins de santé et de l'assistance sociale (+ 10,7 %) et de celui des administrations publiques (+ 5,3 %) a contribué à atténuer ces reculs.

Figure 3.3

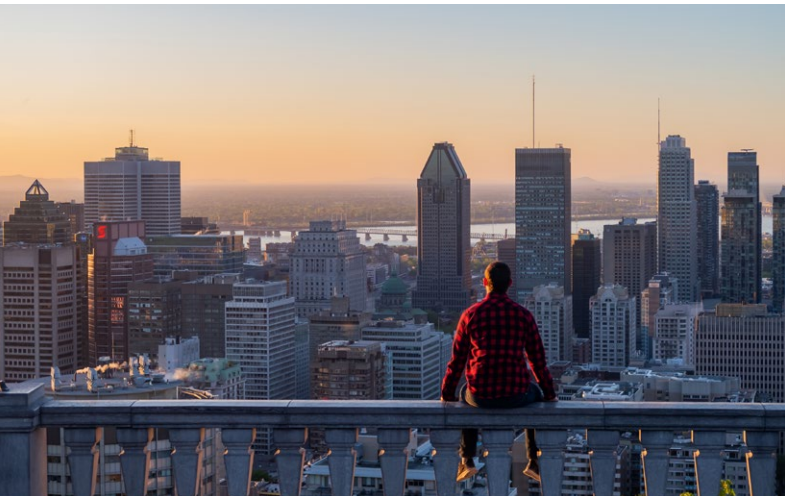
Variation annuelle du PIB aux prix de base, en dollars courants, régions administratives et ensemble du Québec, 2022 à 2024



Sources : Institut de la statistique du Québec ; Statistique Canada ; Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ; Pêches et Océans Canada et Revenu Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Les hausses les plus importantes en valeur absolue ont été observées dans les régions de Montréal (+ 10 002 M$; + 5,4 %), de la Montérégie (+ 4 185 M$; + 5,6 %), de la Capitale-Nationale (+ 3 557 M$; + 6,8 %) et des Laurentides (+ 1 937 M$; + 6,5 %). Ces quatre régions réunies cumulent environ 60,0 % de la croissance économique de la province.



jonas / Adobe Stock

La région administrative de **Montréal** présente un PIB de 196,2 G$ en 2024, soit l'équivalent de 34,4 % du PIB de la province, ce qui fait d'elle la première force économique du Québec. La hausse de 5,4 % observée pour cette région provient de tous les grands secteurs, en particulier de ceux de la finance, des assurances et des services immobiliers (+ 8,8 %), des soins de santé et de l'assistance sociale (+ 10,4 %), des services professionnels, scientifiques et techniques (+ 5,7 %), des services d'enseignement (+ 9,3 %) ainsi que du transport et de l'entreposage (+ 6,2 %).

La **Montérégie** est la deuxième économie de la province. Elle affiche une hausse de 5,6 % par rapport à 2023, et son PIB a atteint 78,3 G$, soit 13,7 % du PIB de la province. Les secteurs ayant contribué le plus à cette hausse sont : la finance, les assurances et les services immobiliers (+ 8,4 %), les soins de santé et l'assistance sociale (+ 10,3 %), la construction (+ 10,5 %), les services d'enseignement (+ 10,6 %) ainsi que les services professionnels, scientifiques et techniques (+ 6,4 %).

Avec une croissance de 6,8 % en 2024, le PIB de la **Capitale-Nationale** est évalué à environ 55,5 G$, soit 9,7 % du PIB de la province, ce qui lui permet de se maintenir en troisième position en importance au Québec. Les hausses sectorielles les plus remarquables émanent de la finance, des assurances et des services immobiliers (+ 10,9 %), des soins de santé et l'assistance sociale (+ 10,1 %), des administrations publiques (+ 6,4 %), des services d'enseignement (+ 12,5 %) ainsi que du transport et de l'entreposage (+ 11,3 %).

Le PIB de la région des **Laurentides** a atteint 31,9 G$, soit une hausse de 6,5 % par rapport à 2023, ce qui la place au quatrième rang en importance de l'économie du Québec (5,6 % du PIB du Québec). Cette hausse provient principalement des secteurs de la finance, des assurances et des services immobiliers (+ 10,7 %), des soins de santé et de l'assistance sociale (+ 10,1 %), des services d'enseignement (+ 12,9 %), de la construction (+ 7,4 %) ainsi que des services professionnels, scientifiques et techniques (+ 7,7 %).

Les principales industries dans les régions

Le secteur de la finance, des assurances et des services immobiliers

En 2024, le secteur de la finance, des assurances et des services immobiliers[3] s'est imposé comme le principal moteur économique du Québec, représentant environ 17,4 % du PIB provincial. Dans les régions de Lanaudière, de Laval, des Laurentides, de Montréal, de la Montérégie, de Chaudière-Appalaches et de la Capitale-Nationale, ce secteur affiche un poids supérieur à celui observé pour l'ensemble du Québec ; celui-ci variant entre 18,1 % et 21,4 % du PIB régional (figure 3.4). À l'inverse, son poids est le plus faible au Nord-du-Québec, où il ne représente que 1,4 % de l'économie de la région.

3. Ce secteur regroupe la finance et les assurances, les services immobiliers et les services de location et de location à bail, ainsi que la gestion de sociétés et d'entreprises. Le regroupement comprend notamment le sous-secteur des logements occupés par leurs propriétaires, ce qui explique en partie l'importance du secteur dans toutes les régions.

Le secteur de la finance, des assurances et des services immobiliers a crû de 9,6 % en 2024, principalement en raison des hausses observées dans les régions administratives de Montréal (+ 8,8 %), de la Montérégie (+ 8,4 %) et de la Capitale-Nationale (+ 10,9 %). À elles seules, les hausses de ces trois régions expliquent près de 60 % de l'augmentation du PIB de ce secteur. En revanche, les progressions ont été les plus rapides dans le Centre-du-Québec (+ 14,0 %) et en Mauricie (+ 13,7 %).

L'industrie de la fabrication : quatre régions se démarquent

L'industrie de la fabrication occupe le deuxième rang parmi les principaux secteurs de l'économie québécoise ; elle compte pour 12,6 % du PIB provincial. Les sous-secteurs qui se démarquent le plus à l'échelle du Québec sont la première transformation de métaux, la fabrication de matériel de transport et la fabrication d'aliments, en raison de leur forte présence dans les régions administratives de Montréal et de la Montérégie.

Le poids de la fabrication est particulièrement élevé dans certaines régions, notamment en Chaudière-Appalaches (24,9 % du PIB de la région), dans le Centre-du-Québec (23,6 %), au Saguenay–Lac-Saint-Jean (19,8 %) et en Estrie (18,1 %). Les sous-secteurs dominants dans ces territoires sont : la fabrication de produits du pétrole et du charbon en Chaudière-Appalaches, la fabrication de machines dans le Centre-du-Québec et en Estrie, ainsi que la première transformation des métaux au Saguenay–Lac-Saint-Jean.

En 2024, le secteur de la fabrication a progressé de 1,5 % dans l'ensemble du Québec. Cette croissance a été principalement portée par les hausses observées dans les sous-secteurs de la première transformation de métaux (+ 6,7 %), de la fabrication d'aliments (+ 3,7 %) ainsi que de la fabrication de matériel de transport (+ 2,8 %). En revanche, les reculs enregistrés notamment dans les sous-secteurs de la fabrication de papier (– 4,2 %) et dans la fabrication de meubles et de produits connexes (– 7,0 %) ont contribué à ralentir la croissance globale du secteur.

Le secteur public : plus du tiers de l'économie de l'Outaouais, de la Capitale-Nationale et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine.

Le secteur public, qui regroupe les services d'enseignement, les soins de santé et l'assistance sociale ainsi que les administrations publiques, représentait 24,0 % du PIB provincial en 2024. Son poids est particulièrement marqué en Outaouais (46,9 %) et dans la Capitale-Nationale (35,9 %), principalement en raison de l'importance du secteur des administrations publiques. Cet agrégat économique demeure également important en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (33,2 %), en Mauricie (29,8 %) et dans le Bas-Saint-Laurent (28,6 %).

L'agrégat du secteur public a connu une croissance de 8,9 % en 2024, principalement en raison des hausses du secteur des soins de santé et de l'assistance sociale (+ 10,3 %), des services d'enseignement (+ 10,8 %) ainsi que des administrations publiques (+ 6,0 %). Les régions administratives ayant le plus contribué à cette croissance sont Montréal (+ 8,7 %), la Capitale-Nationale (+ 8,8 %), la Montérégie (+ 9,3 %) et l'Outaouais (+ 7,8 %).

Le commerce

Le deuxième agrégat est celui du commerce, qui regroupe le commerce de gros et le commerce de détail. En 2024, il a progressé de 3,1 % et représentait environ 10,4 % du PIB québécois. Le commerce occupe une place essentielle dans la majorité des régions, et sa part est supérieure à celle observée dans l'ensemble du Québec dans les régions de Laval (15,8 %), du Centre-du-Québec (12,9 %), de Lanaudière (12,8 %), de la Montérégie (12,3 %), des Laurentides (12,1 %) et de Chaudière-Appalaches (10,9 %).

Le commerce de détail, qui affiche une hausse de 3,3 %, contribue à 54,4 % de la croissance de l'agrégat. Quant au commerce de gros, sa hausse de 3,0 % explique les 45,6 % restants. Les régions de Montréal (+ 3,4 %), de la Montérégie (+ 3,1 %) et de la Capitale-Nationale (+ 2,8 %) sont celles qui contribuent le plus à la croissance globale du commerce.

Le secteur primaire, moteur économique de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec.

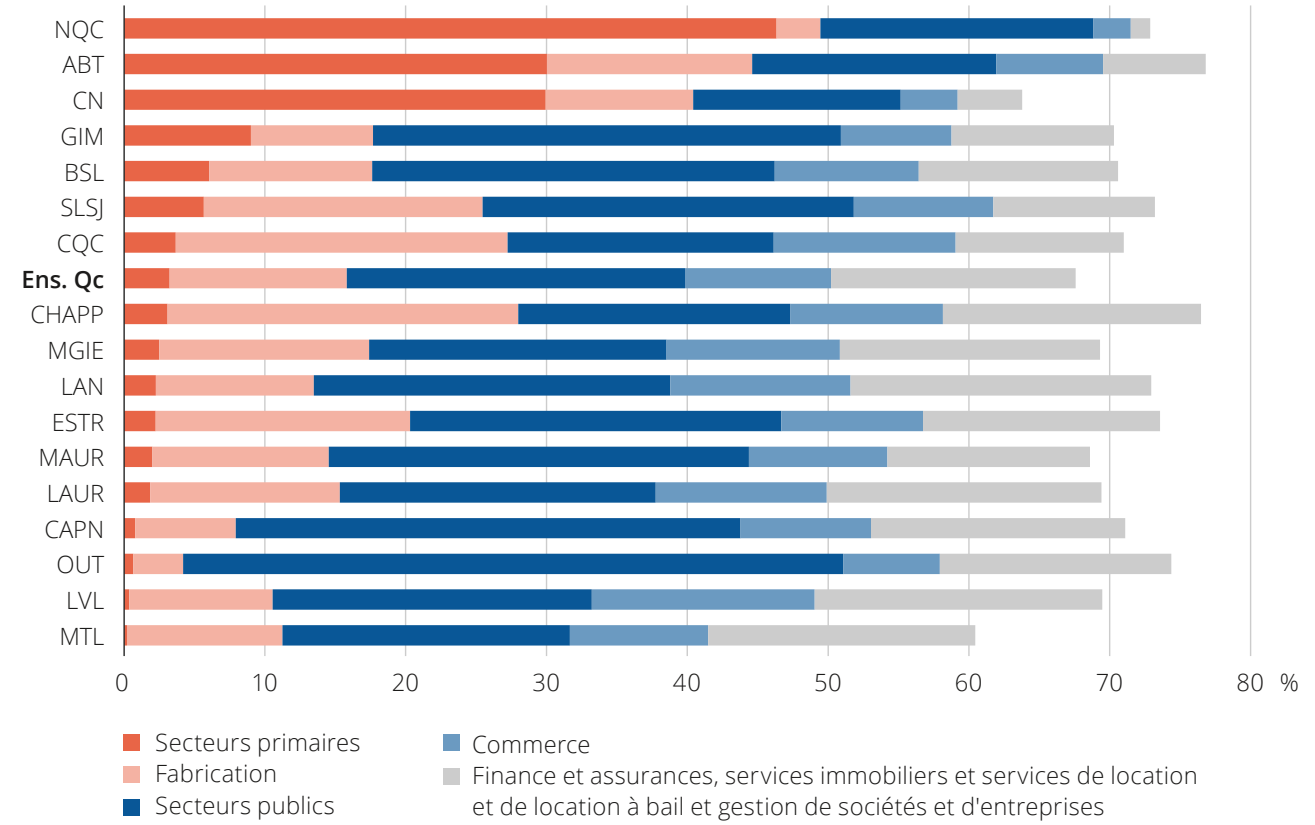
Enfin, l'agrégat que l'on pourrait associer au secteur primaire, composé de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche, et de la chasse ainsi que de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière, et de l'extraction de pétrole et de gaz, joue un rôle contrasté dans l'économie québécoise. À l'échelle provinciale, il représente une part relativement modeste du PIB, soit 3,2 %. Toutefois, son importance varie considérablement selon les régions.

Sur la Côte-Nord, en Abitibi-Témiscamingue et dans le Nord-du-Québec, ce secteur arrive en tête des principaux moteurs économiques, avec des parts respectives de 29,9 %, 30,0 % et 46,3 % du PIB régional, principalement attribuable au secteur des mines. À l'inverse, dans les régions de la Capitale-Nationale, de l'Outaouais, de Laval et de Montréal, sa contribution est inférieure à 1,0 % de l'économie régionale.

En 2024, l'agrégat a progressé de 5,5 %, porté par la hausse de la production du secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière, et de l'extraction de pétrole et de gaz (+ 8,3 %) et dans une moindre mesure, du secteur de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse (+ 1,2 %). Les augmentations les plus marquées dans l'agrégat du secteur primaire ont été observées dans les régions de l'Abitibi-Témiscamingue (+ 13,1 %) et de la Côte-Nord (+ 12,1 %). La région administrative de Montérégie et celle du Nord-du-Québec, en revanche, ont enregistré un recul respectif de 2,1 % et 0,9 %.

Figure 3.4

Répartition du PIB aux prix de base, en dollars courants, selon cinq regroupement d'industries, régions administratives et ensemble du Québec, 2024[1]



1. Les autres secteurs ne sont pas représentés, ce qui explique pourquoi le total n'arrive pas à 100 %.

Sources : Institut de la statistique du Québec ; Statistique Canada ; Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ; Pêches et Océans Canada et Revenu Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

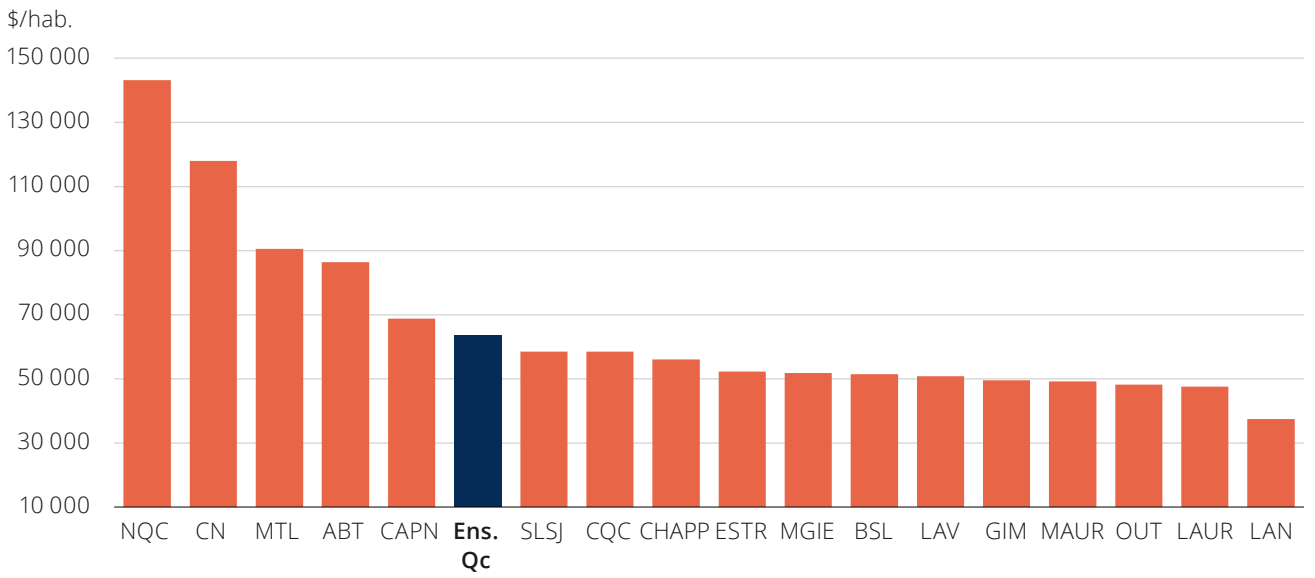
Le PIB par habitant dépasse les 60 000 $ au Québec

En 2024, le PIB par habitant au Québec (ensemble des régions administratives) est estimé à 63 479 $, une hausse de 2 476 $ (+ 4,1 %) par rapport à 2023. Dans l'intervalle, la population du Québec a crû de 2,0 %.

Selon les données présentées à la figure 3.5, cinq régions administratives affichent un niveau de PIB par habitant[4] supérieur à celui calculé pour l'ensemble du Québec. Il s'agit du Nord-du-Québec (143 145 $), de la Côte-Nord (118 015 $), de Montréal (90 561 $), de l'Abitibi-Témiscamingue (86 380 $) et de la Capitale-Nationale (68 780 $). Le plus faible PIB par habitant, soit 37 505 $, est celui de Lanaudière. Parmi les facteurs qui expliquent ce faible niveau, il y a le fait qu'une part importante de ses résidents et résidentes travaillent à l'extérieur de leur région, ce qui contribue au PIB d'autres territoires, dont celui de Montréal.

Figure 3.5

PIB aux prix de base par habitant, en dollars courants, régions administratives et ensemble du Québec, 2024



Sources : Institut de la statistique du Québec ; Statistique Canada ; Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ; Pêches et Océans Canada et Revenu Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

4. Le PIB est la valeur sans double compte des biens et services produits sur un territoire économique au cours d'une période donnée, peu importe le lieu de résidence de ceux et celles qui en reçoivent le revenu. Il est donc différent du revenu disponible, soit celui que reçoivent les résidents et résidentes d'un territoire, peu importe où a eu lieu la production. Ainsi, le calcul du PIB/habitant est influencé, entre autres, par le degré de navettage pour des raisons d'emploi, des résidents et résidentes d'une région administrative vers une autre région limitrophe.



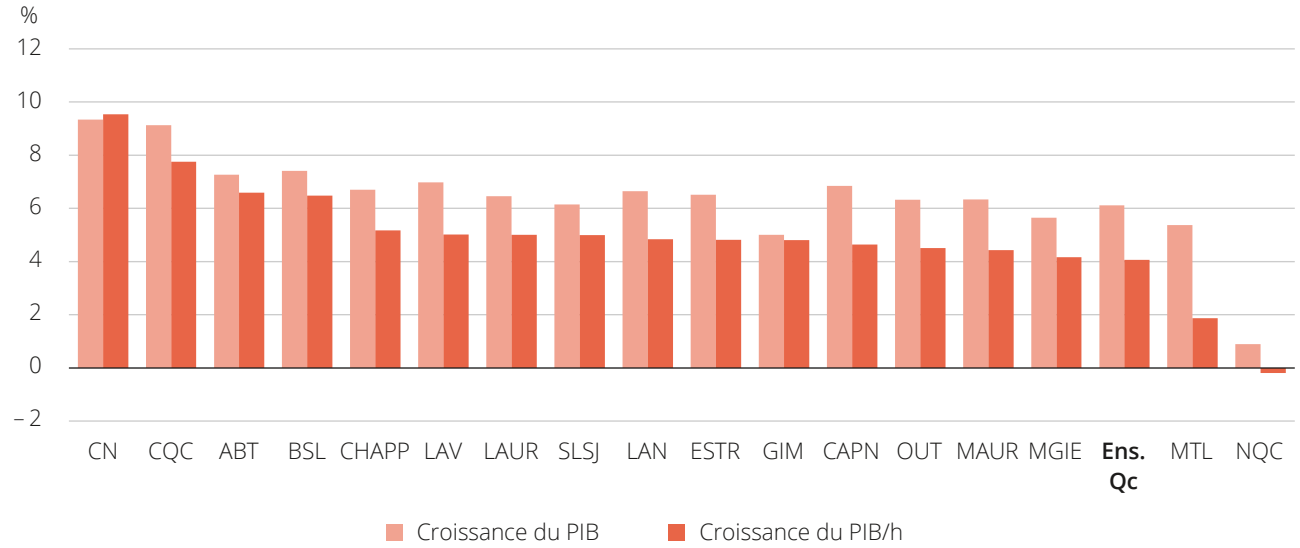
Nunavik © GouvQc Heiko Wittenborn

Le PIB par habitant a augmenté dans toutes les régions administratives du Québec, sauf dans le Nord-du-Québec, qui a enregistré un léger recul de 0,2 % en raison d'une croissance plus rapide de sa population que de son PIB. En 2024, les plus forts taux de croissance ont été enregistrés sur la Côte-Nord (+ 9,5 %) et dans le Centre-du-Québec (+ 7,8 %).

Sept régions ont connu des augmentations du niveau de leur PIB par habitant supérieures à celle calculée pour l'ensemble du Québec, soit la Côte-Nord (+ 10 272 $), l'Abitibi-Témiscamingue (+ 5 343 $), le Centre-du-Québec (+ 4 207 $), le Bas-Saint-Laurent (+ 3 128 $), la Capitale-Nationale (+ 3 050 $), le Saguenay–Lac-Saint-Jean (+ 2 783 $) et Chaudière-Appalaches (+ 2 755 $).

Figure 3.6

Variation annuelle du PIB aux prix de base et du PIB par habitant, en dollars courants, régions administratives et ensemble du Québec, 2024



Sources : Institut de la statistique du Québec ; Statistique Canada ; Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ; Pêches et Océans Canada et Revenu Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Informations statistiques complémentaires

Des données détaillées sur le PIB aux prix de base par industrie du Québec, des régions administratives et des régions métropolitaines de recensement sont disponibles sur le site Web de l'Institut de la statistique du Québec.

Concepts et définitions

Produit intérieur brut

Valeur sans double compte des biens et services produits dans le territoire économique d'une région au cours d'une période donnée, sans égard au caractère étranger ou non de la propriété des facteurs de production. Le PIB aux prix de base correspond au PIB calculé aux prix du marché, moins les prélèvements fiscaux applicables aux produits, plus les subventions à la consommation.

Tableau 3.1

PIB aux prix de base, en dollars courants, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2016 à 2024

Région administrative	2016[r]	2017[r]	2018[r]	2019[r]	2020[r]	2021[r]	2022[r]	2023[r]	2024[p]	TCAM 2024/ 2016	Variation 2024/ 2023
	M$									%	
Bas-Saint-Laurent	7 063	7 398	7 601	7 876	7 926	8 792	9 489	9 775	10 500	5,1	7,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	10 464	11 015	11 701	11 805	11 696	13 659	15 261	15 733	16 700	6,0	6,1
Capitale-Nationale	36 238	37 842	39 302	40 920	40 601	44 489	48 627	51 931	55 488	5,5	6,8
Mauricie	9 176	9 565	10 036	10 217	10 113	11 233	12 582	13 301	14 143	5,6	6,3
Estrie[1]	11 735	12 181	12 932	13 367	18 984	22 129	24 391	25 684	27 356	…	6,5
Montréal	128 456	134 575	142 595	151 241	146 514	161 145	177 108	186 219	196 221	5,4	5,4
Outaouais	12 944	13 807	14 327	15 002	15 057	16 829	18 125	19 254	20 473	5,9	6,3
Abitibi-Témiscamingue	7 493	8 122	8 521	8 564	9 116	10 544	11 061	12 026	12 900	7,0	7,3
Côte-Nord	6 115	6 514	6 970	7 498	7 571	9 413	9 432	9 679	10 583	7,1	9,3
Nord-du-Québec	3 938	4 423	4 741	5 057	5 185	5 954	6 188	6 692	6 752	7,0	0,9
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	3 343	3 276	3 216	3 476	3 447	3 905	4 199	4 350	4 567	4,0	5,0
Chaudière-Appalaches	16 809	17 419	18 380	18 748	19 522	20 835	23 751	23 828	25 424	5,3	6,7
Laval	15 213	15 908	16 582	17 515	17 058	19 072	21 018	21 768	23 288	5,5	7,0
Lanaudière	13 392	13 967	14 539	15 295	15 313	17 188	18 849	19 710	21 021	5,8	6,6
Laurentides	20 372	21 394	22 398	23 631	23 244	26 521	28 579	30 006	31 944	5,8	6,5
Montérégie[1]	56 761	59 465	61 787	64 750	59 000	65 400	71 086	74 117	78 302	…	5,6
Centre-du-Québec	9 122	9 538	9 987	10 313	10 353	11 748	13 077	14 079	15 364	6,7	9,1
Ensemble du Québec	**368 635**	**386 408**	**405 614**	**425 277**	**420 699**	**468 857**	**512 823**	**538 154**	**571 024**	**5,6**	**6,1**

1. Les modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021 ne sont appliquées qu'à partir de 2020. Il y a donc un bris de série rendant inadéquat la comparaison entre les données antérieures à 2020 et les suivantes.

Sources : Institut de la statistique du Québec ; Statistique Canada ; Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ; Pêches et Océans Canada et Revenu Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 3.2

PIB aux prix de base par habitant, en dollars courants, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2016 à 2024

Région administrative	2016[r]	2017[r]	2018[r]	2019[r]	2020[r]	2021[r]	2022[r]	2023[r]	2024[p]	TCAM 2024/ 2016	Variation 2024/ 2023
	$/hab.									%	
Bas-Saint-Laurent	35 802	37 526	38 605	39 945	40 068	44 111	47 222	48 305	51 433	4,6	6,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean	37 774	39 855	42 406	42 791	42 343	49 389	54 631	55 751	58 534	5,6	5,0
Capitale-Nationale	49 334	51 165	52 697	54 321	53 474	58 330	62 804	65 730	68 780	4,2	4,6
Mauricie	34 394	35 737	37 430	37 931	37 237	40 944	45 163	47 120	49 209	4,6	4,4
Estrie[1]	36 732	37 832	39 730	40 586	38 821	44 432	48 158	49 932	52 334	…	4,8
Montréal	65 514	67 837	70 458	73 449	71 056	79 938	87 047	88 895	90 561	4,1	1,9
Outaouais	33 581	35 495	36 404	37 591	37 264	41 241	43 972	46 093	48 169	4,6	4,5
Abitibi-Témiscamingue	50 960	55 145	57 890	58 181	61 832	71 319	74 671	81 037	86 380	6,8	6,6
Côte-Nord	66 170	71 194	76 796	83 044	84 012	104 390	104 844	107 744	118 015	7,5	9,5
Nord-du-Québec	88 125	98 441	104 708	111 111	113 423	129 086	133 454	143 422	143 145	6,3	– 0,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	37 055	36 429	35 774	38 781	38 358	42 762	45 744	47 288	49 558	3,7	4,8
Chaudière-Appalaches	39 819	41 090	43 154	43 808	45 245	47 743	53 729	53 191	55 946	4,3	5,2
Laval	35 725	37 032	38 167	39 944	38 673	43 297	47 372	48 408	50 836	4,5	5,0
Lanaudière	26 928	27 794	28 618	29 731	29 288	32 268	34 809	35 773	37 505	4,2	4,8
Laurentides	34 264	35 531	36 707	38 219	36 954	41 232	43 734	45 296	47 565	4,2	5,0
Montérégie[1]	37 183	38 590	39 617	40 965	40 842	44 893	48 326	49 726	51 794	…	4,2
Centre-du-Québec	37 541	38 990	40 595	41 685	41 563	46 605	51 163	54 281	58 488	5,7	7,8
Ensemble du Québec	**44 819**	**46 595**	**48 362**	**50 132**	**49 198**	**54 696**	**59 149**	**61 003**	**63 479**	**4,4**	**4,1**

1. Les modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021 ne sont appliquées qu'à partir de 2020. Il y a donc un bris de série rendant impossible la comparaison des données antérieures à 2020.

Sources : Institut de la statistique du Québec ; Statistique Canada ; Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ; Pêches et Océans Canada et Revenu Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.